

Les Contrats - Relais : Une Étude de Cas d'Orange Mali

Jonathan Greenacre

Documents de travail FI-006

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Les Contrats - Relais : Une Étude de Cas d'Orange Mali

Par

Jonathan Greenacre¹
*École 'Études Mondiales Pardee,
Université de Boston*

CREA Document de Travail FI-006
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
juillet 2023

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Abréviations et acronymes

Résumé

1.	Introduction	1
2.	Droits de propriété plus faibles - Dispositions organisationnelles	3
3.	Argent mobile au Mali	4
4.	Hypothèse, résultats et explication	16
5.	Implications conceptuelles et politiques	20
6.	Conclusion	26
	Remarques	27
	Références	32

Liste des figures

1.	Adaptation organisationnelle aux facteurs endogènes et exogènes	4
2.	La relation entre les systèmes de droits de propriété et les outils de conception de mécanismes	6
3.	Le Mali	10
4.	Fonctionnement des agents de l'argent mobile et problème d'aléa moral	11
5.	Cadre d'analyse	14

Abréviations et acronymes

ATM	Guichet Automatique de Billets
CDR	Fiche descriptive d'appel
GSMA	Groupe Spécial Mobile Association
IAD	Analyse institutionnelle et développement
MMU	Argent mobile pour les personnes non bancarisées
RCTs	Essais de contrôle aléatoire

Résumé

Les individus supportent des coûts de transaction pour adapter leur organisation au système de droits de propriété qui les entoure. Cette étude analyse l'adaptation des organisations à leur environnement en examinant quel(s) outil(s) de conception de mécanismes les gens utiliseront pour résoudre les problèmes d'aléa moral. D'une manière générale, plus le système de droits de propriété environnant est faible, plus le client utilisera des outils issus de la conception de mécanismes, qui offrent une plus grande autonomie à l'agent. L'article soutient cette hypothèse en identifiant les "contrats de transition", qu'Orange Mali utilise pour répondre à la faiblesse des droits de propriété entre les communautés urbaines et frontalières du Mali. Cette étude propose d'utiliser ces résultats pour stimuler une approche "contextuelle" pour l'économie de l'ingénierie. Il s'agit de développer des mécanismes qui encouragent les gens à travailler pour atteindre des objectifs sociaux tout en s'adaptant à des communautés spécifiques. Le document applique cette approche aux essais de contrôle aléatoires.

Mots-clés : *Argent mobile, contrats, conception de mécanismes, essais de contrôle aléatoires*

1. Introduction

Un nombre croissant de recherches se concentrent sur l'aspect dit " ingénierie " de l'économie (Maskin, 2019). Il s'agit d'aider les gens à mettre au point de meilleurs dispositions organisationnelles (Menard et Shirley, 2022). Ces dispositions sont des contrats, des entreprises, des familles, des organisations non gouvernementales et d'autres types d'action collective qui ne dépendent que peu, voire pas du tout, du mécanisme des prix. Les domaines concernés comprennent la conception de mécanismes, la conception de marchés, les éléments de la théorie des contrats et les essais de contrôle aléatoire (ECA).

Comment les chercheurs peuvent-ils adapter les connaissances de l'économie de l'ingénierie pour aider les entreprises et les gouvernements en Afrique et dans d'autres régions en développement et à revenu intermédiaire ? L'économie de l'ingénierie a apporté toute une série d'avantages économiques et sociaux dans les pays développés, en particulier aux États-Unis (USA).² L'adaptation de l'économie de l'ingénierie au développement international pourrait contribuer à la réduction de la pauvreté (en permettant par exemple aux gouvernements et aux entreprises de développer de nouveaux produits pour résoudre les problèmes de pauvreté tels que le manque de crédit), à des sociétés plus vertes (en aidant par exemple les entreprises à lancer des services verts innovants tels que l'énergie micro-solaire), et à d'autres objectifs.

Pour savoir comment appliquer l'économie de l'ingénierie, il faut adapter les modalités d'organisation à des communautés spécifiques avant de concevoir des solutions. Actuellement, l'économie de l'ingénierie et les programmes de développement international se comportent souvent comme un médecin qui prescrit des médicaments sans examiner le patient.³ Cela implique d'ignorer largement les facteurs contextuels locaux et de proposer des solutions à l'emporte-pièce qui fonctionnent efficacement dans les manuels d'économie ou dans les pays développés, mais qui ont souvent une série de conséquences néfastes en Afrique et dans d'autres régions en développement.⁴ Pour progresser, il faut aller dans l'autre sens, étudier le système des droits de propriété dans les communautés locales et ensuite prescrire des soi-disant solutions. Il s'agit d'examiner le patient pour découvrir ses symptômes, puis de lui prescrire des médicaments. De telles solutions pourraient être issues de l'économie de l'ingénierie, adaptée de manière appropriée.

Ce document amorce le processus de liaison entre l'économie de l'ingénierie et des communautés spécifiques en examinant comment un sous-ensemble spécifique de ce domaine - les outils de conception de mécanismes utilisés pour résoudre les problèmes d'aléa moral - s'applique dans différents environnements à travers le Mali. Cela peut permettre aux chercheurs et aux décideurs politiques de mieux comprendre les sources des coûts de transaction auxquels les gens sont confrontés lorsqu'ils conçoivent des dispositions organisationnelles : ils proviennent de l'adaptation à l'environnement et de sources plus standard, qui se concentrent sur la nature du bien et la nature de la transaction.

Ce document affirme que le système de droits de propriété environnant ("environnement") a un impact sur les outils de conception de mécanismes que les personnes qui maximisent leur richesse utiliseront pour résoudre les problèmes d'aléa moral. Ce document analyse l'adaptation organisationnelle à l'environnement en examinant quel(s) outil(s) de la conception des mécanismes les gens utiliseront pour résoudre les problèmes d'aléa moral. L'étude soutient cette hypothèse en identifiant les "contrats de transition" qu'Orange Mali, une entreprise d'argent mobile, utilise pour répondre à la faiblesse des droits de propriété entre les communautés urbaines et frontalières au Mali. Ces contrats semblent conçus pour encourager les agents des zones frontalières à fonctionner comme des réseaux largement autosuffisants avec peu de surveillance de la part d'Orange Mali.

Le document utilise ces résultats pour stimuler une approche "contextuelle" de l'économie de l'ingénierie. Il s'agit de développer des mécanismes qui encouragent les gens à travailler pour atteindre des objectifs sociaux tout en s'intégrant dans des communautés spécifiques. Le document applique cette approche aux essais de contrôle aléatoires, un outil relativement nouveau tiré de l'économie de l'ingénierie.

Cette étude se divise en quatre parties. La première explique la logique de base de l'impact de la faiblesse des droits de propriété sur les outils que les personnes maximisant leur richesse choisiront pour résoudre les problèmes d'aléa moral. La deuxième partie présente les données du Mali, qui seront étudiées dans le cadre de cette étude. La troisième présente l'hypothèse de l'étude malienne, le cadre dans lequel elle est étudiée et les résultats. La quatrième partie discute les résultats et les applique pour proposer une approche contextuelle des essais de contrôle aléatoires.

2. Droits de propriété plus faibles - Dispositions organisationnelles

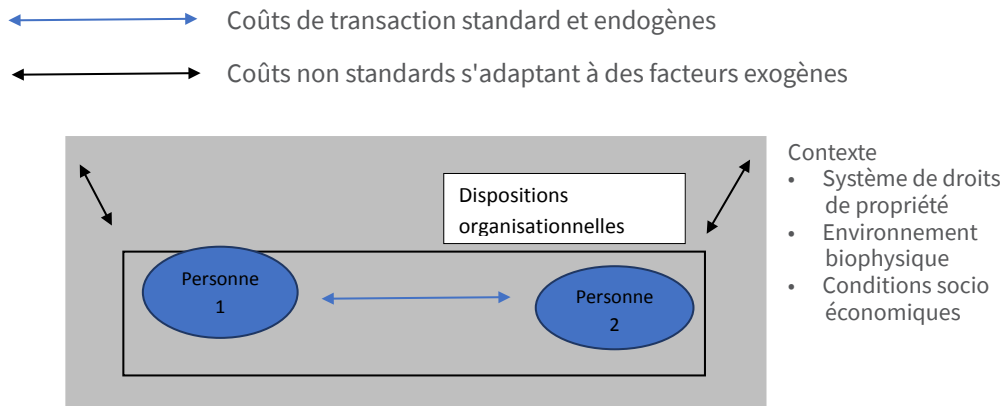
Droits de propriété

Ce document s'articule autour du point de vue selon lequel les personnes, les entreprises, les concessionnaires et tout autre disposition organisationnelle impliquent de renforcer les droits de propriété autant que possible en supportant des coûts de transaction. Renforcer les droits de propriété implique, dans la mesure du possible, de maximiser les chances que les choix concernant quelque chose soient effectués dans le monde réel. Les gens supportent des coûts de transaction en prenant toute une série de mesures pour atteindre cet objectif. Par exemple, le fait de verrouiller ma voiture représente un coût de transaction parce que cela renforce mes droits de propriété sur celle-ci - les chances que je puisse donner suite à mon désir de la conduire à l'avenir.⁵

La plupart des analyses des dispositions organisationnelles se concentrent sur les coûts de transaction standard que les participants à l'accord prennent pour renforcer leurs droits de propriété. Ces coûts de transaction apparaissent lorsque les personnes réagissent à des facteurs endogènes tels que la nature du bien et la nature de la transaction.

Le présent document admet que la nature du bien et de la transaction est une source de coûts de transaction, mais il en va de même pour les coûts liés à l'adaptation d'un dispositif organisationnel à des facteurs exogènes, en particulier le système de droits de propriété environnant des personnes (environnement). Des tiers, ou dans le langage des sociologues, la société, fournissent ce système de droits de propriété, qui comprend des institutions, des règles (telles que des sections spécifiques de la législation), des normes, des infrastructures physiques et numériques (routes, ponts, wifi), des niveaux d'éducation et des organisations (telles que les tribunaux, les agences gouvernementales). L'adaptation aux transactions exogènes est une source de coûts de transaction non standard. Elle implique des étapes telles que l'apprentissage des lois locales et des normes sociales, la détermination de la capacité d'utilisation des routes locales et d'autres infrastructures, ainsi que d'autres tâches.

Figure 1 : Adaptation organisationnelle aux facteurs endogènes et exogènes



Le moment est venu d'examiner comment les structures organisationnelles s'adaptent à différents types de systèmes de droits de propriété, au-delà des manuels et des modèles des pays développés sur lesquels se fonde la majeure partie de l'économie de l'ingénierie. Les entreprises qui utilisent de plus en plus les téléphones mobiles et d'autres dispositifs technologiques et organisationnels innovants se déplacent dans des communautés dont les systèmes de droits de propriété sont très différents. Il s'agit des systèmes de droits de propriété qui fonctionnent dans les zones rurales et frontalières d'Afrique et d'autres pays en développement. Auparavant, ces communautés avaient tendance à fonctionner selon un système de droits de propriété local et informel, souvent basé sur des règles coutumières, avec peu ou pas d'interaction avec le gouvernement formel ou les entreprises.⁶ Cependant, des technologies innovantes, des financements de donateurs des Nations unies, de la Fondation Gates et d'autres organisations, d'une valeur de plus de 58 milliards de dollars par an, ainsi que des changements réglementaires ont permis à des entreprises de commencer à fournir de l'énergie propre, de l'eau potable et une série d'autres services aux zones rurales et frontalières.⁷

Bien que certaines entreprises aient fait des percées dans les zones rurales et frontalières, les résultats de l'inclusion économique sont généralement décevants. Malgré des avancées significatives, la majorité des pauvres dans le monde sont exclus de l'économie formelle, ce qui les empêche de mener une vie plus saine et plus verte. Plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable gérée en toute sécurité, 3 milliards n'ont pas accès à des combustibles propres pour cuisiner et 1,7 milliard n'ont pas accès à un compte auprès d'une organisation financière formelle, telle qu'une banque.⁸

L'efficacité limitée des programmes d'inclusion économique a stimulé l'intérêt des organisations internationales, en particulier de la Banque mondiale, pour de nouvelles approches permettant d'atteindre cet objectif politique. Cela crée des opportunités pour de nouvelles réflexions, y compris dans le domaine de l'économie de l'ingénierie, afin de mieux comprendre comment les dispositions organisationnelles devraient s'adapter aux différents systèmes de droits de propriété.

Conception du mécanisme

Ce document examine un sous-ensemble de stratégies d'ingénierie et de conception de mécanismes visant à résoudre les problèmes d'aléa moral afin d'explorer les liens entre les dispositions organisationnelles et l'environnement. En bref, l'aléa moral découle de la nature de la transaction - il s'agit de situations dans lesquelles une personne (souvent appelée le client principal) délègue son autorité à une autre personne (souvent appelée l'agent). L'agent agira au nom du client principal. Le problème est que l'agent peut prendre des mesures privées, c'est-à-dire des mesures que le client principal ne peut pas observer (Avinah et al., 2021). Ces actions peuvent ne pas être dans l'intérêt du client. Par ailleurs, le client peut observer l'action mais ne peut pas établir la violation de l'accord auprès d'une partie extérieure, généralement un tribunal, ce qui est connu sous le nom de vérifiabilité.

La conception de mécanismes fournit une boîte à outils grâce à laquelle le mandant cherche à maximiser la force de ses droits de propriété en concevant un système d'incitation qui aligne les intérêts de l'agent sur les siens (ceux du mandant). Une série d'outils tend à faciliter le contrôle de l'agent par le mandant. Une autre série d'outils consiste à créer des liens, en veillant à ce que la richesse de l'agent reflète en fin de compte les intérêts du mandant.

Cependant, la conception des mécanismes ne fournit que peu d'indications, voire aucune, sur l'outil que les mandants maximisant la richesse choisiront dans différents environnements pour maximiser la force de leurs droits de propriété. Si une entreprise doit résoudre le problème de l'aléa moral au Mali, choisira-t-elle les mêmes outils de conception de mécanismes à Bamako, la capitale, et dans les zones rurales du pays ? Les explications traditionnelles de la conception des mécanismes soutiennent que les gens choisissent ce qui est faisable dans la situation. Un outil est utile s'il permet à la partie la moins informée (le mandant) d'observer la partie la plus informée (l'agent) et, si nécessaire, de vérifier la violation de l'accord auprès d'une tierce partie. En outre, l'outil doit être applicable. Cela signifie qu'un organisme d'exécution doit avoir la motivation et la capacité d'exécuter le jugement qu'il prononce, quel qu'il soit. Ce n'est pas le cas dans de nombreux pays en développement où les tribunaux et autres agences sont confrontés à des problèmes de corruption et de ressources importants.

La question clé pour l'inclusion économique, y compris l'argent mobile, est de savoir dans quel environnement - à savoir les différentes régions du Mali - un outil sera observable, vérifiable et/ou applicable. En général, nous n'avons que peu ou pas de réponse à cette question car la conception des mécanismes suppose que l'observabilité et la vérifiabilité sont des problèmes endogènes, c'est-à-dire qu'ils découlent de la nature des participants eux-mêmes et de la transaction qu'ils souhaitent effectuer.

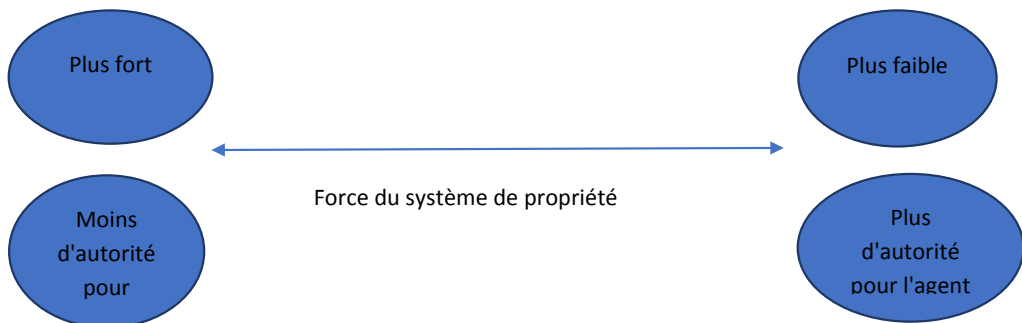
La recherche d'outils de conception de mécanismes adaptés aux différents contextes est fondamentale pour l'efficacité du mouvement d'inclusion économique. En effet, les entreprises, qui agissent en tant que mandants, doivent trouver des moyens de s'assurer que leurs agents, situés dans différentes régions des pays en

développement, accomplissent leur travail de manière efficace. Il s'agit d'une tâche particulièrement difficile compte tenu de la faiblesse des routes, du manque de fiabilité des tribunaux et des nombreux autres obstacles qui se dressent entre les entreprises et les communautés rurales et frontalières. Dans ce cas, Orange Mali, en tant que mandant, doit déterminer les outils de conception de mécanismes appropriés pour ses agents situés dans différentes régions du Mali.

Combiner les droits de propriété, la conception de mécanismes et l'inclusion économique

La clé pour relier les droits de propriété, la conception de mécanismes et l'inclusion économique consiste à comprendre les droits de propriété environnants "plus forts" et "plus faibles". Un système plus fort, fonctionnant de manière exogène sur les personnes concevant des mécanismes, renforce leurs droits de propriété en fournissant des mécanismes d'observation, de vérification et d'application de leur accord. Dans ce cas, le mandant peut utiliser des termes clairs et fixes issus de la conception du mécanisme. Un système plus faible affaiblit les droits de propriété des personnes et, par conséquent, le mandant et l'agent doivent engager des frais pour élaborer des méthodes de substitution pour l'observation, la vérification et l'autonomie.⁹ En règle générale, le mandant accorde plus d'autonomie à l'agent pour qu'il trouve les moyens de mettre en place ces mécanismes.¹⁰

Figure 2 : La relation entre les systèmes de droits de propriété et les outils de conception de mécanismes



La force d'un système de droits de propriété peut être appréhendée par la mesure dans laquelle des tiers, plutôt que les personnes qui conçoivent les dispositions organisationnelles, doivent effectuer une ou plusieurs des tâches suivantes qui sont pertinentes pour l'observation, la vérification et l'application. Ces tiers peuvent être l'État, une entreprise, un groupe d'entreprises ou d'autres types d'acteurs.

Droits de propriété généraux

La première consiste à établir les fondements d'un système de droits de propriété, à savoir définir, défendre et transférer les droits de propriété, et traiter les externalités négatives.¹¹ Les mécanismes qui soutiennent ces fonctions tendent à favoriser l'observabilité, la vérification et/ou l'application. Par exemple, lorsque des tiers définissent les droits de propriété, ils rassemblent et produisent souvent des informations qui réduisent les coûts d'observation. Il s'agit notamment de réaliser des recensements nationaux, d'établir et de mettre en œuvre un registre de la propriété à l'échelle nationale et de fournir des passeports. Les coûts de suivi et d'observation des individus lorsque des tiers fournissent des mécanismes de transfert de droits, tels que des routes et des systèmes de paiement, pourraient réduire les coûts de l'observation physique et de l'imposition de sanctions financières, respectivement. En outre, plus les tiers défendent et font respecter les droits en investissant, par exemple, dans des tribunaux de qualité, propres et compétents, moins la vérification et l'application seront coûteuses. En effet, les gens peuvent, à moindre coût, vérifier la violation d'un accord (parce qu'un tribunal peut plus facilement comprendre la relation contractuelle) et n'ont pas besoin d'encourir des coûts supplémentaires pour faire respecter l'accord (par exemple, les gens n'ont pas besoin d'une armée privée parce qu'ils peuvent compter sur les tribunaux et la police fournis par l'État).

Cautionnement et suivi des tiers

Les tiers peuvent également fournir les outils nécessaires pour lutter contre l'aléa moral, en particulier les dispositifs de cautionnement et de suivi. Lorsqu'ils sont élaborés et mis en œuvre efficacement par la tierce partie, ces mécanismes peuvent réduire les coûts de transaction pour les personnes, car elles n'ont pas besoin de concevoir des dispositions organisationnelles pour ce problème.

Soutien auxiliaire

Souvent, des tiers peuvent fournir d'autres biens et services qui soutiennent chacune des fonctions susmentionnées. Par exemple, des tiers tels que l'État peut assurer l'éducation. D'une manière générale, les communautés plus instruites sont mieux à même de traiter les informations et de mieux utiliser les outils qui peuvent réduire les coûts d'observation, de vérification et/ou d'exécution. Par exemple, un ensemble de juges mieux formés sera en mesure de comprendre des affaires plus complexes, ce qui réduira les coûts de vérification pour les citoyens.

Relier l'inclusion économique : la faiblesse des droits de propriété entre les zones urbaines et rurales est une raison fondamentale de l'incapacité relative de la plupart des entreprises à s'installer dans les zones frontalières de l'Afrique et d'autres régions en développement. Dans les zones urbaines, les tiers, en particulier l'État, jouent un

rôle plus important dans les systèmes de droits de propriété, réduisant les coûts de transaction auxquels les entreprises sont confrontées pour observer et contrôler leurs contreparties, et résolvant par ailleurs les problèmes d'aléa moral. Les communautés rurales ont tendance à opérer dans des communautés isolées qui n'ont guère recours aux droits de propriété formels tels que les lois ; au lieu de cela, elles s'appuient essentiellement sur les conventions sociales et les systèmes de droits de propriété coutumiers (Rosenzweig, 1988). Les tiers, en particulier l'État, ont eu tendance à ne fournir que peu, voire pas du tout, l'infrastructure nécessaire pour renforcer les droits de propriété entre ces systèmes tels que les routes, les systèmes d'identification publique tels que les certificats de naissance, les tribunaux fonctionnels et efficaces, etc.

Sans le soutien d'une tierce partie, les entreprises opérant en tant que mandants supportent des coûts de transaction plus élevés en développant et en mettant en œuvre des mécanismes destinés à contrer l'aléa moral. Il s'agit d'un défi particulier car les banques sont généralement peu présentes, voire pas du tout, dans les communautés rurales frontalières. Cela pose un problème aux personnes et aux entreprises qui tentent de trouver des endroits sûrs pour stocker de l'argent, y compris de l'argent liquide et de l'argent électronique. En effet, la combinaison du modèle d'entreprise d'une banque (qui comprend l'intermédiation de dépôts et l'octroi de prêts, la détention de liquidités et de capitaux, ainsi que des dispositions étendues en matière de gouvernance) et de la réglementation prudentielle (en particulier l'assurance-dépôts) permet à ce type d'entreprise de stocker des fonds obtenus auprès du public sur de longues périodes.¹² L'absence relative de banques dans les zones rurales et frontalières signifie que les entreprises doivent développer des alternatives coûteuses, que le document explore ci-dessous.

En outre, l'absence de soutien de la part de tiers signifie que les systèmes de droits de propriété sont décentralisés - des systèmes localisés - et que les entreprises doivent donc développer des mécanismes innovants pour comprendre ces systèmes et s'y insérer. Les entreprises d'argent mobile semblent être en mesure de le faire, comme l'illustre le contexte du Mali, ci-dessous.

3. Argent mobile au Mali

Argent mobile au Mali

Le texte ci-dessous présente l'état du secteur de l'argent mobile au Mali en 2014. L'exclusion financière au Mali était importante en 2014. Seulement 8% de la population disposait d'un compte bancaire formel. Environ 11 millions de personnes vivaient dans des zones rurales (au moment de l'étude de la GSMA, cela représentait 61% de la population malienne)¹³ et 42% de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté.¹⁴

Le secteur de l'argent mobile s'est développé à partir de 2013 lorsque Orange Mali, une société d'argent mobile, a lancé "Orange Money". Ce service propose des recharges des unités téléphoniques, des transferts P2P (nationaux), des paiements aux commerçants, des envois de fonds internationaux et le paiement de factures. En 2014, les réseaux mobiles couvraient plus de 40 % du territoire malien et 40 % de la population utilisait un téléphone mobile (GSMA, 2015). En 2014, Orange Mali a traité une valeur équivalente à plus de 20 % du produit intérieur brut du Mali (GSMA, 2015).

Cependant, Orange Mali a été confronté au même problème que de nombreuses entreprises d'argent mobile, à savoir la mise en place de systèmes de liquidité pour les commerçants dans les zones rurales. Seuls 15 % des commerçants d'Orange Mali opéraient dans les zones rurales (GSMA, 2015). L'entreprise souhaitait se développer dans les zones rurales.¹⁵

Conformément au thème de cette étude, Orange Mali n'a pas été en mesure de concevoir une innovation contractuelle unique pour son système de liquidités pour ses agents, qui fonctionnerait efficacement dans l'ensemble du pays. Ceci est dû aux différences de systèmes de droits de propriété entre les zones urbaines et rurales du Mali, et entre les communautés rurales à travers le pays. La section suivante étudie ces systèmes de droits de propriété plus en détail.

Le contexte des transactions au Mali

Le Mali est l'un des plus grands pays d'Afrique, avec une population relativement faible de 21 120 000 habitants, principalement concentrée le long du fleuve Niger. Le groupe ethnique et la langue Bambara (Bamana) prédominent, avec plusieurs

autres groupes, dont les Fulani (Fulbe), les Dogon et les Touareg, également présents dans la population. L'agriculture est le secteur économique dominant du pays, avec la production de coton, l'élevage de bovins et de chameaux, et la pêche parmi les principales activités.¹⁶

Figure 3 : Le Mali



Une entreprise d'argent mobile est susceptible d'adapter ses contrats de gestion des liquidités entre les zones urbaines et rurales du Mali en raison des différents types de systèmes de droits de propriété entre ces types de communautés. Les systèmes de droits de propriété dans les zones urbaines sont beaucoup plus formels, tandis que dans les communautés rurales, ils sont largement basés sur des systèmes informels, locaux et coutumiers. La plupart des habitants des communautés frontalières n'ont eu que peu ou pas d'interaction avec le système judiciaire officiel.¹⁷ Les routes entre les zones urbaines et rurales sont également relativement peu nombreuses. Il existe un large fossé entre l'application formelle de la loi dans les zones urbaines (largement assurée par les tribunaux et la police) et les approches informelles dans les communautés rurales, qui tendent à s'articuler autour des chefs de village et des juges de paix. Il y a peu d'interaction entre les deux types de systèmes de droits de propriété.¹⁸ Il existe relativement peu d'informations sur les habitants des zones rurales en raison de l'absence d'enregistrement des naissances et d'autres facteurs. Les systèmes de droits de propriété varient également de manière significative d'une communauté à l'autre.

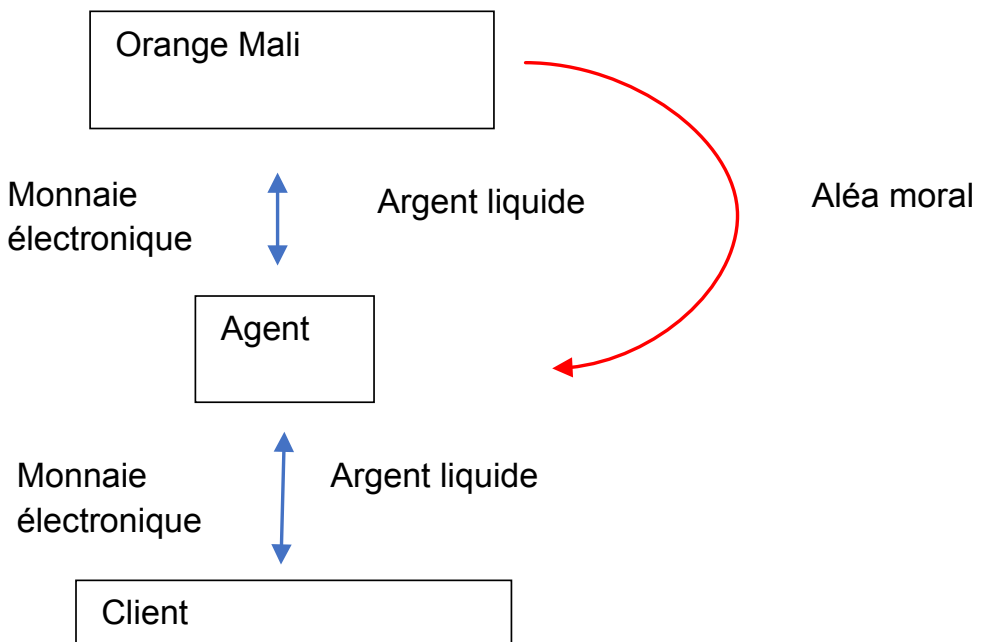
Argent mobile

L'argent mobile a connu un certain succès dans les zones rurales et frontalières du Mali, d'autres pays d'Afrique et d'autres pays en développement, malgré la question du risque moral et la faiblesse des droits de propriété entre les communautés urbaines et rurales.¹⁹ Une personne peut déposer, stocker, transférer et retirer des fonds de son compte d'argent mobile, à l'instar d'un compte bancaire. Safaricom, partenaire de Vodacom, a lancé le premier grand service d'argent mobile au monde en 2007 au Kenya. Il existe aujourd'hui 866 millions de comptes, majoritairement situés en Afrique.

Ce document se concentre sur la manière dont les entreprises d'argent mobile, opérant en tant que mandants, résolvent les problèmes d'aléa moral parmi les agents. Les agents sont des entrepreneurs indépendants composés de personnes et de petites organisations (telles que des magasins de quartier, des stations-service et d'autres points de vente au détail) dans les secteurs formel et informel. Certains réseaux d'agents sont très étendus ; par exemple, M-Pesa au Kenya compte à lui seul 180 000 agents. Ces systèmes impliquent souvent d'autres acteurs, notamment des banques et des sociétés de commercialisation qui contrôlent et soutiennent le fonctionnement des agents.

La question se pose alors de savoir comment les entreprises d'argent mobile adaptent leurs outils de conception de mécanismes pour résoudre les problèmes d'aléa moral au sein des différentes communautés dans lesquelles elles opèrent.

Figure 4 : Fonctionnement des agents de l'argent mobile et problème d'aléa moral



Les résultats d'une étude sectorielle de 2015, présentés ci-dessous, fournissent des méthodes pour comparer les dispositions organisationnelles qu'une entreprise d'argent mobile utilise en tant que mandant avec des agents dans des zones urbaines et rurales.

Données pour analyser les variations contractuelles

Les données utilisées pour étudier les variations contractuelles entre les marchands d'argent dans les zones rurales et les zones frontalières proviennent d'un rapport de 2015 publié par le programme de l'argent mobile des non-bancarisés (MMU) fourni par le Groupe spécial de l'association mobile (GSMA). La GSMA est une organisation sectorielle représentant les opérateurs de téléphonie mobile et les organisations de l'écosystème de la téléphonie mobile et des industries adjacentes.²⁰

En 2014, la GSMA a mené une analyse empirique des commerçants d'argent mobile utilisés par Orange Money, un service d'argent mobile, au Mali (GSMA, 2015). La GSMA a recueilli ces données dans le cadre d'un objectif plus large visant à comprendre comment les commerçants d'argent ruraux "performants" fonctionnent. Bien que ce terme n'ait pas été défini de manière spécifique, la GSMA semble vouloir parler de marchands d'argent ayant un historique de transactions élevé, par rapport aux marchands actifs (avec un montant modéré) et finalement dormants (avec peu ou pas d'activité de transaction) (GSMA, 2015). Cette définition pourrait aider le secteur de l'argent mobile à mieux comprendre comment les entreprises d'argent mobile devraient adapter leurs stratégies opérationnelles pour desservir des lieux plus éloignés et identifier ceux sur lesquels se concentrer en premier lieu (GSMA, 2015).

La GSMA a mené des recherches en trois étapes et a analysé six mois de données transactionnelles:²¹

1. L'analyse des données transactionnelles s'est appuyée sur les informations détaillées des appels (CDR) des commerçants d'argent mobile et des clients pour obtenir une connaissance granulaire de chaque marché, en plus des données transactionnelles pour les commerçants d'argent et les clients. L'analyse des données transactionnelles a été principalement utilisée pour segmenter et géolocaliser les marchands d'argent afin de créer une base de référence pour définir les marchands d'argent qui réussissent dans les zones rurales. La GSMA a analysé un mois de données CDR pour tous les commerçants d'argent mobile, tous les clients d'argent mobile et 50 000 clients GSM aléatoires, en plus d'un mois de données transactionnelles d'argent mobile pour tous les commerçants d'argent mobile et les clients d'argent mobile.
2. Des entretiens quantitatifs par téléphone avec un total de 2 000 commerçants d'argent mobile, sélectionnés en fonction de leur localisation (urbaine ou rurale) et de leur niveau d'activité (dormant, actif ou prospère).

3. Des entretiens sur le terrain avec 500 commerçants d'argent mobile, en face à face, afin de recueillir des informations qualitatives plus approfondies. Sur chaque marché, 40 entretiens supplémentaires sur le terrain ont été réalisés avec des agrégateurs (définis et discutés dans la section 3.2.2). Afin de garantir la cohérence de la collecte et de l'analyse des données d'un marché à l'autre, les critères relatifs aux commerçants d'argent liquide urbains et ruraux, ainsi qu'aux commerçants d'argent liquide dormants, actifs et prospères, ont été clairement définis.

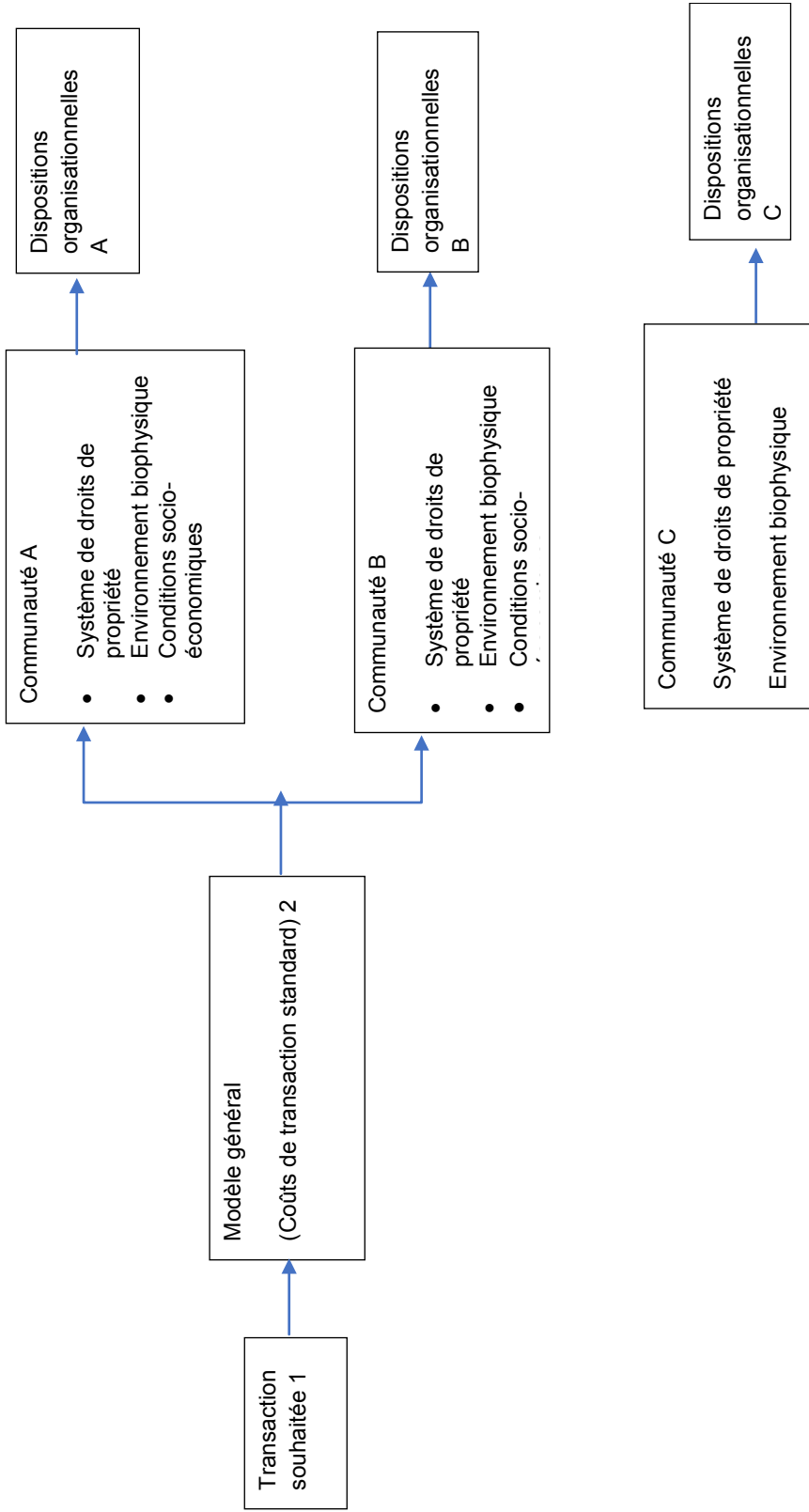
Cadre et hypothèses

Cette étude examine l'impact de l'environnement sur les méthodes de résolution des problèmes d'aléa moral chez les agents urbains par rapport aux agents ruraux à l'aide du cadre ci-dessous. Ce cadre vise à combiner des idées tirées de la littérature sur les droits de propriété, la conception de mécanismes et Elinor Ostrom et ses collègues, en particulier le cadre de l'analyse institutionnelle et du développement (IAD). Le cadre est conçu pour être provisoire, servir à obtenir des données initiales pour ce document et aider à encourager d'autres études, et examiner l'interaction entre les dispositions organisationnelles, en particulier celles qui traitent de l'aléa moral, et les systèmes de droits de propriété.

La transaction souhaitée (encadré 1), parmi les réseaux d'agents, est la "liquidité". Il s'agit de permettre aux gens de déposer et de retirer des fonds de leur compte d'argent mobile, à l'instar d'une agence bancaire ou d'un guichet automatique de billets (GAB). Les agents s'engagent dans la gestion des liquidités, en gérant leurs réserves de monnaie électronique et d'argent liquide de manière à pouvoir toujours honorer les demandes des clients pour l'une ou l'autre (Kiarie et al., 2018). Chaque agent obtient des réserves de monnaie électronique, dont il a besoin pour fournir des liquidités. L'agent fournit des espèces à une agence Orange Mali (ou à une agence bancaire disposant de réserves d'Orange Mali, d'email ou d'espèces). En échange, les agents obtiennent un montant équivalent de monnaie électronique ou "e-money" sur leur compte Orange Mali. L'agent distribue ensuite cette monnaie électronique dans son réseau pour les agents.

Le modèle de disposition organisationnelle (Encadré 2) est le schéma généralisé qu'Orange Mali pourrait utiliser pour lutter contre l'aléa moral parmi ses agents. Un tel schéma cherchera à traiter les coûts de transaction standard émergeant de la nature de la transaction, dans ce cas si le bien est exclu ou soustrait. L'argent mobile porte sur un bien privé et les acteurs devront supporter des coûts pour exclure d'autres personnes de l'utilisation de ce bien. Par exemple, un agent devra engager des coûts pour protéger l'argent liquide stocké dans ses locaux afin qu'il puisse être utilisé pour des transactions d'argent mobile.

Figure 5 : Cadre d'analyse



Ce système permettra également de faire face aux coûts de transaction découlant de la nature de la transaction, qui est un problème d'aléa moral. En effet, l'agent peut ne pas s'acquitter efficacement de sa tâche et ne pas disposer de suffisamment de monnaie électronique ou d'espèces pour honorer les demandes de dépôt ou de retrait des clients, à l'instar d'un distributeur automatique de billets ou d'une agence bancaire "hors service". En effet, l'agent peut décider de réaffecter ses réserves de monnaie électronique ou d'espèces à d'autres fins. Par exemple, un agent qui gère également un service de laverie automatique peut décider d'investir ses réserves d'argent dans cette activité. Les problèmes liés à l'aléa moral sont d'autant plus importants que les agents jouissent généralement d'une grande autonomie pour créer des réseaux de sous-agents.

Le troisième encadré vise à explorer la manière dont Orange Mali, en tant que mandant, varie sa boîte à outils pour faire face à l'aléa moral dans différents environnements, c'est-à-dire différentes communautés dans lesquelles l'entreprise fournit de l'argent mobile par l'intermédiaire de réseaux d'agents. Cela implique les variables exogènes fournies par le cadre IAD - conditions biophysiques et socio-économiques - et, ce qui est particulièrement intéressant pour ce document, la mesure dans laquelle le système de droits de propriété environnant renforce les droits de propriété des personnes impliquées dans l'opération. Comme nous l'avons vu dans la section 1, il s'agit d'étudier dans quelle mesure des tiers définissent et transfèrent les droits de propriété, la caution et le contrôle privés, ainsi que d'autres infrastructures d'appui à la conclusion de contrats, telles que l'éducation.

Les données de la GSMA se limitent à un large fossé entre zones urbaines et rurales. Une analyse plus nuancée inclurait plusieurs communautés différentes, ce qui permettrait de mieux comprendre les modèles d'adaptation des organisations à différents contextes.

4. Hypothèses, résultats et explications

Hypothèses

Conformément à l'hypothèse générale de ce document, lorsque les droits de propriété sont plus faibles dans un environnement, un mandant utilisera des outils de conception de mécanismes qui offrent plus d'autonomie à l'agent. Cela signifie qu'Orange Mali utilisera des dispositions organisationnelles qui offrent plus d'autonomie aux agents dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Cette autonomie permet au mandant et à l'agent d'élaborer des méthodes de substitution pour l'observation, la vérification et l'exécution. Orange Mali souhaite que les agents ruraux soient plus autonomes parce qu'elle ne sait pas quel type d'organisation (contrat, entente directe, entreprise, etc.) est le mieux adapté aux différentes zones rurales. Cette autonomie est une forme de "contrats de transition", spécifiquement conçus pour "sauter" les faibles droits de propriété entre les communautés urbaines et rurales, ce qui amplifie les problèmes d'observabilité et d'aléa moral.

Les contrats relais présenteront trois caractéristiques principales. Premièrement, l'entreprise d'argent mobile devra engager des coûts plus importants pour apprendre à connaître les habitants des zones rurales que ceux des zones urbaines et pour déterminer les mécanismes appropriés d'observabilité et de vérifiabilité. Cela s'explique par l'absence d'informations accessibles au public, telles que les systèmes postaux ou les actes de naissance, ce qui signifie que l'entreprise comprendra moins bien le système des droits de propriété en milieu rural qu'en milieu urbain. L'entreprise devra développer d'autres mécanismes pour choisir les contreparties locales.

Deuxièmement, les contrats conclus dans les zones rurales sont susceptibles d'être de nature plus relationnelle en raison des difficultés liées à l'observation, à la vérification et à l'application des accords (Menard et Shirley, 2022). Ces contrats tendent à passer de mécanismes reposant sur l'application contractuelle à des mécanismes reposant sur les relations, et ne seront pas appliqués par les tribunaux (Menard et Shirley, 2022). Ces contrats visent plutôt à trouver d'autres mécanismes pour déterminer les niveaux de conformité et d'application appropriés, tels que l'appartenance à une communauté bien identifiée et les normes sociales informelles. Cela s'explique par les coûts de vérification élevés dans ces zones rurales.

La troisième porte sur les niveaux de performance inférieurs et sur le niveau de performance acceptable pour les deux parties. En effet, les parties acceptent que

des questions contextuelles les empêchent d'aligner pleinement les incitations. Par ailleurs, même si elles parviennent à aligner les incitations, la faiblesse des droits de propriété sur lesquels elles n'ont aucun contrôle entrave l'efficacité des mécanismes qu'elles conçoivent à des fins d'observation et de vérification. Par conséquent, cela impliquerait que les parties, en particulier l'entreprise de téléphonie mobile, acceptent un ensemble plus large de résultats en termes de liquidité de la part d'un agent rural plutôt que d'un agent urbain.

Résultats

Les conclusions de la GSMA suggèrent qu'Orange Mali a fait varier ses accords contractuels pour les systèmes de gestion des liquidités des commerçants dans les zones urbaines et rurales du Mali. En particulier, les données suggèrent qu'Orange Mali a utilisé des mécanismes contractuels innovants pour permettre à ses commerçants ruraux d'être plus autonomes que les commerçants des zones urbaines. Cette variation semble se concentrer sur les trois points suivants.

Plus d'informations sur les coûts

Tout d'abord, avant de signer un contrat, Orange Mali semble recueillir beaucoup plus d'informations sur les commerçants d'argent ruraux que sur les commerçants d'argent urbains. Malgré quelques variations dans le contexte du marché, les commerçants ruraux ont tendance à être plus âgés, avec des entreprises mieux établies et un portefeuille de produits plus large, et sont les premiers à commercialiser (GSMA, 2019). Cela suggère qu'Orange Mali souhaite que ses commerçants ruraux opèrent avec moins de supervision directe que les commerçants urbains. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise recherche des commerçants d'argent liquide, ce qui indique une capacité à gérer les liquidités, que ces commerçants signalent par des entreprises plus établies.

Agrégateurs

Orange Mali semble également développer des relations contractuelles complexes avec les entreprises non bancaires dans les zones rurales, ce qu'elle ne fait pas avec les communautés urbaines. Dans ces dernières, les commerçants peuvent stocker leurs excédents de liquidités auprès d'une banque. Comme nous l'avons vu plus haut, les banques sont moins présentes dans les zones rurales du Mali. Compte tenu de l'absence de banques, Orange Mali signe des contrats avec des " agrégateurs " (GSMA, 2019). Il s'agit d'entreprises non bancaires plus importantes qui fournissent des systèmes de gestion des liquidités, en particulier le rachat et l'émission de monnaie électronique, et qui sont présentes dans les zones rurales. Il s'agit notamment des stations-service, des supermarchés, des grossistes et des grands revendeurs de télécommunications.

Les agrégateurs deviennent des intermédiaires qui achètent des espèces et de la monnaie électronique (fonds de caisse) au fournisseur et les revendent ensuite aux commerçants. Ils reçoivent généralement une part du pourcentage gagné sur les commissions des commerçants (généralement un partage 80/20, avec 20% pour les agrégateurs), ce qui les incite à encourager les ventes et les transactions au niveau local. À l'instar d'une agence bancaire, les agrégateurs ont tendance à aider les commerçants à gérer leurs liquidités et à répondre aux questions concernant la formation, l'image de marque, les problèmes techniques, etc.).

Les agrégateurs peuvent s'appuyer sur leur compréhension du contexte local pour jouer efficacement ces rôles. Les agrégateurs sont situés beaucoup plus près des commerçants ruraux que les agences d'Orange Mali, ce qui semble augmenter la probabilité que les commerçants gèrent efficacement leurs liquidités (GSMA, 2019). Enfin, les agrégateurs peuvent tirer parti de leurs relations personnelles avec les commerçants, ce qui fait défaut à Orange Mali.

Accepter des niveaux de performance inférieurs dans les zones rurales

Orange Mali a accepté des niveaux de liquidité plus faibles dans les zones urbaines que dans les zones rurales, en particulier en ce qui concerne les niveaux de liquidité. Seuls 13 % des commerçants des liquidités très isolés ont été considérés comme performants.²² En outre, la plupart de ces commerçants - 56 % - opèrent à proximité d'une banque, c'est-à-dire dans les zones urbaines. Plus ces commerçants sont éloignés des banques, généralement dans les zones rurales, moins ils ont de liquidités.²³ Cependant, Orange Mali a continué à travailler avec des commerçants ruraux ayant peu de liquidités, ce qui suggère que la volonté de l'entreprise de poursuivre les relations contractuelles est plus forte dans ces communautés, même lorsque le commerçant n'est pas en mesure de remplir son rôle de manière efficace. L'intuition peut être qu'avec le temps, un commerçant rural deviendra plus efficace dans la gestion de ses liquidités.

Discussion

D'une manière générale, les résultats semblent soutenir l'affirmation selon laquelle des systèmes de propriété plus faibles, dans ce cas entre les zones urbaines et rurales, stimulent des dispositions organisationnelles qui offrent plus d'autonomie aux agents locaux. Chacune des méthodes susmentionnées semble aller dans ce sens et développer d'autres mécanismes d'observabilité et de vérifiabilité.

La collecte des informations

La collecte d'informations supplémentaires sur les agents potentiels a deux objectifs dans les systèmes de droits de propriété faibles. D'une part, elle augmente la probabilité que l'entreprise d'argent mobile, en tant que mandant, choisisse un agent

fiable qui sera capable de fonctionner comme un acteur largement autosuffisant. Cet aspect est particulièrement important dans les zones rurales, car la faiblesse du système de droits de propriété signifie que l'entreprise aura des difficultés à observer les actions des agents, et donc que la conception des mécanismes nécessitera moins d'observation. En outre, l'absence de banques dans les zones rurales et frontalières du Mali fait qu'il est particulièrement important pour les agents d'opérer, avec peu de formation et de soutien de la part d'Orange Mali basée dans les zones urbaines du Mali. Un large portefeuille de produits fournit des informations sur la capacité de l'agent à gérer la monnaie électronique et les réserves d'argent et peut fournir des informations sur la capacité d'un agent à devenir un agent prospère.

Un autre avantage de la collecte d'informations sur les agents potentiels est de trouver un agent qui est soumis à une série d'accords informels au sein de la communauté. Ces arrangements peuvent remplacer les outils d'observation et de vérification qu'Orange Mali pourrait être amenée à introduire. Les agents plus établis sont soumis à des relations de confiance non contractuelles avec la communauté. Au lieu de surveiller les agents eux-mêmes, Orange Mali peut s'appuyer sur ces relations informelles, gérées en grande partie par des personnes vivant dans la communauté, pour s'assurer que l'agent respecte globalement ses obligations dans le cadre du contrat de mobile money.

Plus de contrats relationnels

L'utilisation par Orange Mali d'agents agrégateurs est cohérente avec plusieurs composantes des contrats relationnels et réduit la nécessité d'une observation et d'une vérification coûteuses. Les agrégateurs ont tendance à avoir une présence préexistante dans ces communautés. En passant un contrat avec un agent, l'entreprise de mobile money peut accéder à leurs connaissances locales et augmenter la probabilité que les agents d'Orange Mali opèrent de manière efficace (GSMA, 2014). En outre, Orange Mali peut déléguer les tâches de formation, de soutien technologique à la marque et autres aux agrégateurs d'agents, qui peuvent utiliser leur compréhension du contexte local pour remplir ces rôles de manière efficace.²⁴ En outre, les agrégateurs d'agents sont situés beaucoup plus près des agents ruraux qu'Orange Mali, ce qui semble augmenter la probabilité que les agents gèrent efficacement leurs liquidités.²⁵ Enfin, les agrégateurs d'agents peuvent tirer parti de leurs relations personnelles avec les agents, ce qui n'est pas le cas d'Orange Mali. Les liens et les incitations liés aux relations personnelles se substituent à la capacité limitée d'Orange Mali d'observer et de contrôler directement les agents.

5. Implications conceptuelles et politiques

Comment, le cas échéant, les enseignements de ce document, en particulier le travail empirique réalisé au Mali, peuvent-ils aider les chercheurs et les décideurs politiques à déterminer s'ils peuvent appliquer l'économie de l'ingénierie à l'Afrique et à d'autres régions en développement ou à revenu intermédiaire ? Comme nous l'avons vu, cela implique d'inclure des facteurs contextuels - lois, culture, normes locales et autres facteurs - dans l'analyse de ce que les gens font et comment, le cas échéant, façonner les accords qu'ils concluent.

Le principal enseignement de cette étude est qu'il faut être le type de médecin qui étudie les symptômes d'un patient avant de lui prescrire des médicaments. Cela implique de s'éloigner de l'approche unique de la conception de mécanismes, de dispositions contractuelles et d'autres dispositions organisationnelles que l'économie de l'ingénierie propose de plus en plus. Les entreprises et les décideurs politiques devraient plutôt adopter des mécanismes qui s'adaptent mieux aux systèmes de droits de propriété individuels. Les universitaires et les décideurs politiques doivent adopter cette approche contextuelle car, comme le montre l'exemple malien, les questions contextuelles ont une incidence sur les dispositions organisationnelles à prendre.²⁶

La section ci-dessous examine comment les conclusions de ce document pourraient s'appliquer à un sous-ensemble de l'économie de l'ingénierie. Il s'agit des "essais de contrôle aléatoires.

Introduction aux essais contrôlés randomisés

Les essais contrôlés aléatoires (ECA) se sont multipliés, notamment depuis que le prix Nobel d'économie 2019 a été décerné à trois pionniers de cet outil, Michael Kremer, Abhijit Banerjee et Esther Duflo. Habituellement, les ECA consistent à attribuer aléatoirement un traitement à certains membres d'un groupe et à comparer les résultats avec les membres restants qui n'ont pas reçu le traitement (Muller et al., 2019). L'idée est que les ECA nous permettent de savoir ce qui fonctionne pour le développement international en raison de son approche dite "expérimentale". Par exemple, un chercheur souhaitant vérifier si l'octroi de crédits contribue à la croissance des petites entreprises pourrait s'associer à un organisme financier et attribuer au hasard des crédits aux demandeurs qui répondent à certaines exigences de base. Un an plus tard, le chercheur comparerait l'évolution des ventes ou de l'emploi dans les

petites entreprises qui ont bénéficié du crédit à celles qui n'en ont pas bénéficié. Des essais contrôlés randomisés particulièrement marquants ont été menés au Kenya et en Inde sur l'assiduité des enseignants (Duflo et al., 2012), la mesure dans laquelle la fourniture de manuels scolaires augmente les résultats aux examens, l'effet du contrôle de l'assiduité des infirmières (Banerjee et al., 2008), et l'impact du microcrédit sur la vie des emprunteurs (Banerjee et al., 2015)).

Le comité Nobel a décerné le prix 2019 à Kremer, Banerjee et Duflo au motif que "leur approche expérimentale de la lutte contre la pauvreté dans le monde" a "transformé l'économie du développement" (Barnes, 2019). Des organisations internationales ont encouragé l'utilisation d'essais contrôlés randomisés dans le but identifié par le comité Nobel, en particulier le laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL). Duflo et Banerjee ont créé le J-PAL en 2003. Depuis lors, le J-PAL a mené 876 expériences politiques dans 80 pays (Banerjee, 2018). Les programmes d'essais contrôlés randomisés qui ont été élargis après évaluation par les chercheurs du réseau ont touché plus de 400 millions de personnes (Barnes, 2019). Ce chiffre n'inclut pas les évaluations et les expériences de terrain mises en œuvre par des économistes du développement non affilié au J-PAL, comme l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (Barnes, 2019).

Les partisans des essais contrôlés randomisés affirment que cette méthode fournit les données les plus fiables sur lesquelles les gouvernements devraient s'appuyer pour élaborer leurs politiques. Ces données sont cohérentes avec l'accent mis au niveau international sur les "politiques fondées sur des données probantes", qui comprennent des informations et des analyses "objectives", "rigoureuses" et "rationnelles" (Muller et al, 2019).

Critiques

Ces dernières années, les chercheurs ont soulevé un certain nombre de préoccupations quant à la capacité des essais contrôlés randomisés à éclairer le débat public sur le développement économique. Les critiques affirment que de nombreuses expériences violent les principes éthiques.²⁷

Ce document se concentre sur plusieurs problèmes méthodologiques soulevés par les chercheurs. Par exemple, les problèmes liés à la qualité des données des enquêtes sur les ménages empêchent la compréhension la plus élémentaire de la croissance, de la pauvreté et de l'inégalité.²⁸ L'échantillonnage constitue également un défi potentiel, étant donné que le village ou les grappes qui font partie du traitement et le groupe de contrôle lui-même ne sont pas toujours tirés au sort.²⁹ Des effets de traitement hétérogènes peuvent contribuer à des demandes excessives.³⁰

Ce document examine un problème méthodologique particulier, à savoir les difficultés d'application des résultats des essais contrôlés randomisés dans un contexte donné à un autre contexte. Les chercheurs ont commencé à affirmer que si le contexte n'est pas compris, les gouvernements et les entreprises qui utilisent

les résultats des essais contrôlés randomisés peuvent prétendre trop facilement à la validité externe, ce qui signifie qu'ils peuvent extrapoler et généraliser les résultats de leurs conclusions dans des communautés qui n'ont rien à voir entre elles.³¹

Ici, le "contexte" désigne le système de droits de propriété en vigueur autour des personnes qui feront l'objet d'un ECA, et l'ignorer est une erreur car il est souvent beaucoup plus complexe que ce que les personnes extérieures pourraient supposer. Les avancées en anthropologie et en développement économique ont permis d'établir que les communautés locales gèrent souvent des systèmes de droits de propriété locaux beaucoup plus sophistiqués que ce que l'on pensait au départ.³² Les travaux du professeur Elinor Ostrom et de ses collègues sont particulièrement instructifs pour identifier les écosystèmes complexes des droits de propriété, que les gens utilisent pour gérer les ressources communes (Ostrom, 1990).

De plus en plus, les spécialistes du développement économique et des disciplines voisines, telles que la médecine, affirment que le "contexte" est important pour la conception des essais contrôlés randomisés.³³ Par exemple, comme l'expliquent Cowen et al. (2017 : 265-92) :

Certaines interventions ne fonctionneront qu'en raison de circonstances très particulières ; elles peuvent fonctionner dans certains endroits, mais n'ont pas un potentiel de réussite généralisé. Même celles qui ont un potentiel généralisé ne fonctionnent pas d'elles-mêmes ; elles ne fonctionneront que si les facteurs de soutien requis sont en place, ou s'ils sont remplacés par un substitut adéquat.³⁴

Bien que l'importance du contexte soit de plus en plus reconnue, de nombreux chercheurs ne savent pas comment l'intégrer dans la conception des essais contrôlés randomisés ou dans les extrapolations qui en découlent.³⁵ Cela est dû, au moins en partie, à un manque de compréhension de la notion de contexte et à un manque d'attention à cet égard.³⁶

Le fait de ne pas analyser une communauté avant de concevoir un ECR crée deux limitations. Premièrement, les chercheurs ne comprennent pas les contraintes les plus aiguës d'une communauté, et donc les tâches qu'un ECR devrait accomplir. Les chercheurs pensent qu'ils connaissent le problème à résoudre et que l'ECR devrait fournir des incitations pour résoudre ce problème. Sans étudier une communauté, les chercheurs ne peuvent pas connaître ce problème. Ces chercheurs se comportent comme un médecin qui prescrit un médicament ("solution") à un patient (une communauté) sans l'interroger sur ses symptômes (les systèmes de droits de propriété et leurs imperfections).

Un autre problème connexe est que sans l'étude d'une communauté, les chercheurs éprouvent des difficultés à expliquer les résultats d'un essai contrôlé randomisé. De nombreux documents universitaires expliquent que l'une des principales raisons du comportement des individus est le contexte dans lequel ils évoluent.³⁷ Si le contexte n'est pas pris en compte de manière significative, les chercheurs ont du mal à expliquer ce qui s'est passé.

Pertinence pour l'inclusion financière

L'absence de compréhension du contexte entrave l'utilité des essais contrôlés randomisés pour l'inclusion financière. En effet, de nombreux pays en développement fonctionnent selon des systèmes de droits de propriété très décentralisés, ce qui rend difficile l'extrapolation entre deux communautés. Les communautés rurales et frontalières ont tendance à fonctionner selon des systèmes de droits de propriété locaux et informels, souvent basés sur des règles coutumières, avec peu ou pas d'interaction avec le gouvernement formel ou les entreprises.³⁸ Ces communautés sont souvent très différentes les unes des autres, en particulier dans les pays où l'État est faible. Par exemple, plus de 75 % des Nigériens vivent dans des communautés rurales, largement décentralisées, comprenant une variété de coutumes, de langues et de traditions parmi les 250 groupes ethniques du pays.³⁹ La faiblesse relative de l'État nigérien s'explique par le fait que de nombreuses zones rurales et frontalières du pays fonctionnent comme des communautés largement autonomes (Akinola, 2008). Cela signifie que toute entreprise ou tout gouvernement cherchant à s'implanter dans ces communautés devra peut-être adapter ses produits, ses contrats et d'autres dispositions afin de pouvoir s'intégrer dans ces communautés.

S'ils ne comprennent pas le contexte, les chercheurs auront du mal à concevoir des essais contrôlés randomisés qui permettent aux entreprises de sortir des zones urbaines pour s'implanter dans ces communautés rurales et frontalières largement décentralisées. Les chercheurs auront également du mal à comprendre les résultats des ECR qu'ils conçoivent.

L'approche de l'ECR en contexte, présentée ci-dessus, peut aider à concevoir des ECR mieux adaptés et est appropriée puisqu'elle correspond à ce que les entreprises font déjà. La section suivante explique comment les données empiriques de l'étude peuvent éclairer une approche d'essai contrôlé randomisé en contexte.

Utilisation des résultats de l'étude

Comment, le cas échéant, les enseignements de cette étude, en particulier le travail empirique réalisé au Mali, peuvent-ils aider les chercheurs et les décideurs politiques à concevoir des essais contrôlés randomisés efficaces, notamment dans le cadre de l'inclusion financière ? Ce document peut contribuer à entamer une discussion sur ce processus.

L'une des principales conclusions tirées des données maliennes est qu'il est important de s'éloigner d'une approche globale, à l'échelle nationale, pour concevoir des essais contrôlés randomisés et des interventions connexes. Les chercheurs et les décideurs politiques devraient plutôt utiliser une approche plus nuancée impliquant la conception d'interventions qui peuvent fonctionner efficacement dans des communautés spécifiques. Cela implique la conception d'essais contrôlés randomisés adaptés au "contexte" dans lequel ils sont conçus. Ces ECR doivent explorer la manière d'aider les personnes à effectuer des travaux adaptés à ce contexte.

Une approche ECR en contexte révèle que les chercheurs peuvent avoir besoin de penser de manière créative et de concevoir des interventions qui sont spécifiquement adaptées aux communautés rurales, par opposition aux zones urbaines. Ces interventions devraient être encore plus ciblées en étant adaptées à différents types de communautés rurales.⁴⁰

Les points suivants fournissent plusieurs points de départ potentiels pour la conception d'ECR spécifiquement adaptés aux zones rurales, compte tenu des limitations liées aux routes et autres infrastructures, au manque de banques et à d'autres facteurs évoqués plus haut dans ce document. Ces points de départ ne sont que préliminaires et doivent être adaptés à chaque communauté.

L'une des pistes consiste à concevoir des innovations technologiques spécialement conçues pour stimuler la passation de contrats dans les zones rurales, compte tenu des difficultés liées à l'utilisation des techniques traditionnelles de passation de contrats. Par exemple, les chercheurs pourraient expérimenter l'analyse des informations relatives aux appels de télétravail (CDR) et des données transactionnelles relatives à l'argent mobile. Cela pourrait aider les entreprises à identifier les régions à fort potentiel transactionnel dans lesquelles les commerçants d'argent liquide pourraient être rentables.

Les entreprises pourraient également expérimenter des innovations contractuelles dans les zones rurales, et des essais contrôlés randomisés soigneusement conçus pourraient soutenir ce processus. Les entreprises pourraient également suivre l'approche large utilisée par Orange Mali, dans laquelle un marchand d'argent potentiel dispose d'un portefeuille de produits plus large, illustrant la capacité de cette personne à investir dans l'argent mobile.

Une intervention connexe impliquerait des essais contrôlés randomisés qui essaieraient d'aider à mettre en place des agrégateurs dans les zones urbaines. Les données relatives à Orange Mali suggèrent que ces acteurs sont particulièrement importants. La solution consisterait à essayer de comprendre comment créer des agrégateurs dans des environnements différents, par exemple en appliquant des stratégies différentes entre les zones urbaines et rurales et entre les communautés rurales.

Les ECR pourraient également porter sur de nouveaux produits de paiement spécifiquement adaptés aux clients ruraux et sur d'autres innovations contractuelles susceptibles de soutenir les commerçants de ces communautés. Il pourrait s'agir de former les commerçants à des outils leur permettant de lancer d'autres activités auxiliaires et de développer des partenariats avec des entreprises d'autres secteurs, y compris des fournisseurs agricoles. Ces derniers pourraient provenir de diverses sources, telles que les réseaux de stations-service et les secteurs des biens de consommation à rotation rapide qui opèrent déjà dans les zones rurales (Unnikrishnan, 2019). Les ECR pourraient étudier dans quelle mesure les partenariats permettent aux entreprises d'argent mobile d'identifier et de recruter des marchands d'argent potentiels et de gérer les réseaux de marchands d'argent existants.

Les chercheurs peuvent également stimuler les ECR par le biais des politiques gouvernementales. Par exemple, ils pourraient concevoir un ECR impliquant la numérisation des transferts de prestations directes vers les zones rurales (GSMA, 2015).

Cela permettrait d'amorcer le processus de croissance de la demande, qui rendrait alors les réseaux d'agents viables. Les gouvernements pourraient également fournir des subventions ou des garanties de revenus aux entreprises d'argent mobile qui tentent de mettre en place des réseaux d'agents ruraux afin de réduire les risques (GSMA, 2015). Par ailleurs, il est de plus en plus fréquent que les gouvernements rendent les entreprises de téléphonie mobile responsables des actes de leurs agents. Ce faisant, les entreprises de téléphonie mobile pourraient devenir plus prudentes dans le choix de leurs agents et refuser de s'implanter dans les zones rurales. Les décideurs politiques peuvent envisager des essais visant à ne pas rendre les entreprises de téléphonie mobile responsables de leurs agents et à observer l'impact de la croissance. À cette fin, un essai contrôlé randomisé pourrait consister à étudier dans quelle mesure une réglementation plus légère des marchands d'argent dans les zones rurales stimule la formation de marchands d'argent.

Pour aller plus loin

Les chercheurs ont besoin de plusieurs outils pour mieux comprendre comment concevoir des essais contrôlés randomisés adaptés au contexte. L'un de ces outils est le fonctionnement des systèmes de droits de propriété dans une communauté spécifique. Les aspects actuels des droits de propriété se concentrent sur la mesure dans laquelle les acteurs définissent, défendent et transfèrent les droits de propriété (Anderson et McChesney, 2003). D'autres chercheurs, comme Ostrom, dont il a été question plus haut, se concentrent sur les systèmes de droits de propriété au sein des ressources communes (Ostrom, 1990). Les étapes suivantes consistent à essayer de rassembler ces pistes de recherche pour comprendre le fonctionnement des droits de propriété au sein d'une communauté donnée.

Le prochain axe de recherche nécessaire est la compréhension des contraintes contraignantes au sein d'une communauté individuelle, ce qui permet de comprendre ce qu'un ECR doit faire dans cette communauté. Quelle est la partie d'un système de droits de propriété qui est en train de s'effondrer ? Un ECR doit viser à résoudre ce problème. À cette fin, une approche pour développer cette ligne de recherche implique d'explorer le type de diagnostics que l'économie a produit, en particulier les travaux des vingt dernières années sur ce sujet (Rodrik, 2010).

Enfin, des recherches sont nécessaires sur l'interaction entre les dispositions organisationnelles (contrats, entreprises, dispositions informelles) et les systèmes de droits de propriété environnants, y compris les institutions. Cet aspect est important pour tenter de prévoir les conséquences du choix d'un ECR dans chaque contexte. Par exemple, il s'agit de comprendre comment un contrat pourrait fonctionner à Nairobi (où les routes, les tribunaux et d'autres éléments du système de droits de propriété fonctionnent relativement bien) par rapport à Wajir (où ces éléments fonctionnent beaucoup moins bien). À l'heure actuelle, peu de recherches ont été menées pour comprendre le processus d'interaction évoqué ci-dessus. Au lieu de cela, la recherche tend à se concentrer sur les entreprises, les organisations (comme le travail d'Oliver Williamson) ou les institutions (comme le travail de Douglass North) (Ménard, 2014).

6. Conclusion

Une compréhension plus approfondie des coûts de transaction émerge du système de droits de propriété entourant les personnes souhaitant travailler collectivement et peut permettre aux chercheurs et aux décideurs politiques d'adapter la conception des mécanismes, la conception des marchés et les domaines économiques connexes à de nouveaux environnements, en particulier les communautés en Afrique et dans d'autres régions en développement et à revenu intermédiaire. Les données relatives à l'argent mobile au Mali suggèrent que les frontières de l'entreprise sont façonnées par bien d'autres facteurs que les problèmes de rétention : le manque d'infrastructures et d'informations sur des communautés particulières semblent être des facteurs pertinents.

Pour aller de l'avant, les chercheurs doivent commencer par établir un lien clair entre les dispositions organisationnelles et les variables contextuelles. La section 5 propose principalement des idées pour une étude appropriée à cette fin. Pour aller de l'avant, les chercheurs pourraient rechercher des modèles entre les dispositions organisationnelles souhaitées et les dispositions réelles une fois que les facteurs contextuels sont pris en compte.

Remarques

1. Professeur adjoint, École d'études mondiales Pardee, Université de Boston. Je suis particulièrement reconnaissant à Graham Epstein pour nos nombreuses discussions intéressantes sur l'interaction entre la théorie des contrats et les travaux d'Elinor Ostrom et de ses collègues, ainsi que pour le matériel contenu dans ce cadre. L'auteur souhaite également remercier les personnes suivantes pour leurs commentaires et suggestions utiles sur les idées qui sous-tendent ce document : Douglas Allen, Dimitrios Tsagdis, Dani Rodrik, Silke Forbes, Mary Shirley, Claude Ménard, Lee Benham, Katharina Pistor, Kameshnee Naidoo, Mark Ramseyer, Robert A Holahan, Njuguna Ndung'u, David Cracknell, les participants à l'atelier de l'Institut Ronald Coase qui s'est tenu en Pologne du 12 au 18 mai, les appels du groupe de travail du Consortium pour la recherche économique en Afrique qui ont eu lieu le 5 mai 2021 et les 28 et 29 octobre 2021, et les présentations faites au Centre d'études africaines de l'Université de Boston le 25 octobre 2021, à l'École Pardee d'études mondiales de l'Université de Boston le 8 novembre 2021, à l'École de droit de Northeastern le 10 novembre 2021, et à l'École de droit de l'Université de Boston le 15 février 2022. Je remercie Similoluwa Somuyiwa, Shashank Reddy Ramireddy, Amanda Pliszak et Paula Torrez-Ortiz pour leur excellent soutien à la recherche. Je remercie le Consortium pour la recherche économique en Afrique pour son soutien financier. Toutes les erreurs n'engagent que moi.
2. Par exemple, la théorie des enchères a contribué aux politiques de la Commission fédérale des communications qui a généré un montant estimé à plus de 120 milliards de dollars pour les contribuables américains. Information populaire. NobelPrize.org, voir 8 février 2022<<https://www.nobelprize.org/prizes/economic-sciences/2020/popular-information/>>.
3. Voir la discussion à la section 4, ci-dessous.
4. Par exemple, le livre sur la théorie des contrats de Bolton et Dewinport (2005), largement utilisé, stipule ce qui suit : "Le contrat que nous examinerons dans cet ouvrage est un contrat entre deux parties qui opèrent dans une économie de marché dotée d'un système juridique qui fonctionne bien. Dans un tel système, tout contrat que les parties décident de rédiger sera parfaitement appliqué par un tribunal, à condition, bien sûr, qu'il ne soit pas contraire aux lois en vigueur". Patrick Bolton et Mathias Dewatripont, Contract Theory (MIT Press, 2004).

5. Ils le font de manière à maximiser la richesse nette des coûts de transaction. Voir la discussion dans Coase (1960)
6. En général, les communautés rurales à faibles revenus ont recours à l'emploi informel et irrégulier, avec peu ou pas de recours aux contrats formels et à d'autres organismes d'exécution tels que les tribunaux. Collins et al. (2009).
7. Voir, par exemple, le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres <https://www.cgap.org/sites/default/files/publications/2022_01_Focus_Note_2020_Funder_Survey.pdf> (2022).
8. Voir la discussion d'Emilio Hernandez du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, Inclusion financière pour quoi faire ? (2020). <<https://www.cgap.org/blog/financial-inclusion-what>>.
9. Comme l'a déjà noté Macneil, les contrats ne pourraient pas se développer sans un soutien institutionnel, typiquement des lois réglementant les droits de propriété, soutien pourri par des conditions de soutien "morales, économiques", sociales, juridiques" qui sont externes aux parties contractantes (Ian Macneil, 1977. Contracts : Ajustement des relations économiques à long terme dans le cadre du droit des contrats classique, néoclassique et relationnel. 72 Nw. U. L. Rev. 854 (1977-1978) 746 sq).
10. Ce point de vue repose sur une interprétation des systèmes de droits de propriété fondée sur l'économie d'échelle. L'un des avantages du passage de l'état de nature (sans tiers) à un contrat social (dans lequel des tiers tels que l'État fournit une grande partie de la structure des transactions relatives aux droits de propriété) réside dans les économies d'échelle. Les coûts de transaction sont moins élevés lorsqu'un tiers remplit une série de fonctions plutôt que lorsque chacun doit remplir lui-même un grand nombre de ces fonctions.
11. Voir Anderson, T. et Fred McChesney, F., page 6. Cette section s'inspire largement d'Avinah Dixit, A. (2009), pp. 5-24.).
12. Voir une discussion sur le fonctionnement des banques dans le cadre d'Armour et al. (2016).).
13. GSMA, " Un regard sur l'offre en milieu rural : Facteurs fondamentaux pour la création d'agents d'argent mobile performants" 2015), page 8. Dans le rapport de la GSMA, le terme "rural" est défini comme étant situé à 5 km d'un centre urbain et à 10 km d'une capitale. Les données sont basées sur une analyse transactionnelle menée entre mai 2014 au Mali, page 9.).
14. Voir une discussion sur le fossé urbain-rural selon Jeffrey Bloem du ministère américain de l'agriculture (2021) <<https://www.ers.usda.gov/amber-waves/2021/june/mali-s-rural-urban-gap-in-food-security-vanished-amid-the-coronavirus-pandemic/>>

15. GSMA (2015)
16. Encyclopedia Britannica, 'Mali': <<https://www.britannica.com/place/Mali>>.
17. Voir une discussion sur la faiblesse des infrastructures rurales, le manque de confiance des ruraux dans les systèmes juridiques formels, l'utilisation de la clientèle et les normes sociales dans les zones rurales du Mali. Voir Moussa P. Blimpo, Robin Harding, et Leonard Wantchekon, Investissement public dans l'infrastructure rurale : quelques considérations d'économie politique' (2012). <<https://scholar.princeton.edu/lwantche/files/BlimpoHardingWantchekon042013.pdf>>.
18. Cela s'explique notamment par les retards administratifs et le nombre insuffisant d'avocats, en particulier dans les zones rurales, qui ont souvent empêché un accès rapide aux services. <https://2009-2017.state.gov/documents/organization/252915.pdf>.
19. Cette croissance est le fruit de déploiements réglementaires permettant une innovation contractuelle et organisationnelle accrue, ainsi que de l'avènement et de la diffusion de la téléphonie mobile, qui a augmenté et s'est répandue rapidement en Afrique et dans d'autres parties du monde en développement. Le nombre de téléphones mobiles est passé de zéro en 2000 à plus de 747 millions en 2018. Voir GSMA, L'économie mobile, 2019< <https://www.gsma.com/subsaharanafrika/resources/the-mobile-economy-sub-saharan-africa-2019>>.
20. Voir les informations dans GSMA, <<https://www.gsma.com/aboutus/>>.
21. GSMA (2015)., voir l'analyse de la méthodologie en annexe et à la page 8.
22. Dans le rapport GSMA, l'"isolement" est un sous-segment de la définition rurale utilisée dans cette recherche et se réfère à la proximité d'un distributeur de billets par rapport à la route la plus proche. Les commerçants "très isolés" sont situés à plus de 2 kilomètres de la route la plus proche, page 12.
23. Par exemple, Helix a constaté que 72 % des marchands d'argent en Ouganda sont situés à moins de 15 minutes d'un point de rééquilibrage (Annabel Lee, L'avenir du marché ougandais de l'argent mobile : pourquoi les réseaux d'agents sont importants pour la croissance du secteur, <[https://nextbillion.net/the-future-of-ugandas-mobile-money-market /](https://nextbillion.net/the-future-of-ugandas-mobile-money-market/)>. Des tendances similaires ont été observées au Mali et au Tchad, où le temps de déplacement moyen vers une institution financière est de 27 minutes, respectivement. GSMA, note 23, page 21. En outre, l'accès à une banque semble être un facteur clé de réussite. Par exemple, au Mali, plus de la moitié (56%) des marchands d'argent qui réussissent ont accès à un service financier formel, et c'est un élément clé qui les différencie des marchands d'argent actifs (page 21).
24. Par ailleurs, 50 % des agents ont déclaré que leur agent principal était la première personne qu'ils appelaient en cas de problème. GSMA (2014).

25. Le Mali a suivi une tendance similaire : 60% des agents ont déclaré que c'est toujours leur agent principal qui leur rend visite.
26. Le rapport de la GSMA conclut en déclarant que "le contexte local est important" pour développer des relations et des contrats appropriés avec les agents. GSMA, note 23, page 26.
27. Stephane J Baele, 2013.
28. Deaton (2016), pp. 1223. Les chercheurs se concentrent sur l'Inde en raison de la différence entre les estimations nationales et les estimations des enquêtes sur les ménages relatifs aux niveaux de revenu par habitant dans le pays.
29. Au contraire, on prétend que les populations choisies constituent généralement un échantillon convenable dont disposent les personnes chargées de mener les expériences ou les essais contrôlés randomisés (ECR). Par conséquent, l'échantillon utilisé pour calculer les effets moyens du traitement peut ne pas fournir des estimations représentatives de l'effet moyen du programme sur le traitement. Par exemple, les enquêtes sur les ménages en Afrique sont "souvent faibles, souvent dépassées, parfois incohérentes dans le temps au sein d'un même pays, ont des définitions qui ne correspondent pas, des périodes de rapport différentes, ou sont menées à des moments différents de l'année, que ce soit dans le temps ou dans les pays, de sorte qu'il est extrêmement difficile... de faire des comparaisons de la pauvreté ou de l'inégalité entre les pays". Il convient de noter que les enquêtes sur les ménages se concentrent sur la pauvreté et l'inégalité mondiales, la première nécessitant des données d'enquête sur les ménages pour comprendre l'uniformité qui, à son tour, conduit à des problèmes dans le contexte mondial. (Deaton 2016), pp.1224
30. En outre, l'effet de traitement moyen obtenu à partir d'un essai contrôlé randomisé donné peut en fait être aussi bon que l'échantillon d'étude à partir duquel il a été obtenu, ce qui conduit à des effets de traitement hétérogènes, qui contribuent à leur tour à des demandes excessives. Un exemple utile de cette situation se trouve dans le contexte des taux de parité de pouvoir d'achat (PPA), où des problèmes se posent parce que cet indice "a des propriétés qui ne sont pas toujours bien comprises". (Deaton 2016), pp. 1225. Les indices de PPA sont souvent sujets à des changements en raison de "révisions méthodologiques substantielles", bien que des variations puissent également survenir en raison du choix des biens pour l'échantillonnage, de l'échantillonnage des prix lui-même, du choix des formules d'indice (par exemple Laspeyres/Paasche).
31. Voir un point connexe dans Deaton et Cartwright, Comprendre et mal comprendre les essais de contrôle randomisés, "Résumé".
32. Voir, par exemple, Jean Ensminger Making a Market : La transformation institutionnelle d'une société africaine ("Économie politique des institutions et des décisions").

33. McCormack et al, 2002; Seckinelgin, 2016; Waters et al, 2006, 288; White n.d.
34. Voir également Lant Pritchett et Justin Sandefur, " Apprendre des expériences lorsque le contexte est important ". Nos résultats suggèrent que lorsque les décideurs politiques tirent des leçons des évaluations d'impact expérimentales, ils feraient bien de se concentrer sur l'hétérogénéité de la conception, du contexte et des impacts des programmes, et qu'ils n'apprennent pas grand-chose des méta-analyses ou des "revues systématiques" qui se concentrent exclusivement sur des estimations rigoureuses des effets moyens pour de vastes catégories d'interventions (par exemple, le microcrédit) dans des contextes qui diffèrent d'un ordre de grandeur en termes de revenus, et avec de grandes différences dans les conditions sociales, institutionnelles, politiques et d'infrastructure.... Voir aussi Comme Pritchett et Sandefur le soulignent également, l'hétérogénéité empirique entre les contextes dans les estimations non expérimentales des effets de traitement en économie du développement est importante : (Pritchett et Sandefur 2015), pp. 473. Voir en particulier Cowen et al. (2017).
35. Voir par exemple Cowen et al, qui affirment que "l'importance du contexte est de plus en plus reconnue dans la littérature EBP, mais ses implications substantielles ne sont pas encore reconnues".
36. Voir, par exemple, Pritchett et Sandefur, qui affirment que le contexte comprend une longue liste de facteurs inconnus qui interagissent de manière souvent inconnue". Pritchett et Sandefur, Apprendre des expériences où le contexte compte, p. 474.
37. Là encore, la littérature est bien trop vaste pour être citée dans le présent document. Un point de départ intéressant est Mark Granovetter, Action économique et structure sociale : le problème de l'intégration, *American Journal of Sociology* Vol. 91, No. 3 (Nov. 1985), pp. 481-510 (30 pages)).
38. En général, les communautés rurales à faibles revenus fonctionnent grâce à l'emploi informel et irrégulier, avec peu ou pas de recours aux contrats formels et à d'autres organismes d'exécution tels que les tribunaux. (Rutherford, note 8, 2009).
39. "Les caractéristiques démographiques du Nigeria." n.d. Consulté le 27 septembre 2022. <https://www.cs.mcgill.ca/~rwest/wikispeedia/wpcd/wp/d/Demographics_of_Nigeria.htm>.
40. Voir les travaux connexes dans GSMA (2015)

Références

- Akinola, Shittu R. 2008. "Coping with social deprivation through self-governing institutions in oil communities of Nigeria". *Africa Today*, 55, No. 1: 89–107. <http://www.jstor.org/stable/27666952>.
- Alexandre, Claire, Ignacio Mas and Daniel Radcliffe. 2011. "Regulating new banking models to bring financial services to all". *Challenge* 54(3): 116–34.
- Anderson, Terry L. and Fred S. McChesney (eds). 2003. *Property rights: Cooperation, conflict, and law*. Princeton University Press.
- Annabel Lee. The future of Uganda's mobile money market: Why agent networks are key to growing the sector. <<https://nextbillion.net/the-future-of-ugandas-mobile-money-market/>>.
- Annabel Lee. 2014. Emerging trends for digital finance agent networks. Helix Institute of Digital Finance. <http://www.helix-institute.com/sites/default/files/Presentation%20Downloads/Emerging%20Trends%20for%20Mobile%20Money%20Agent%20Networks.pdf>.
- Armour, J., Dan Awrey, Paul Davies, Luca Enriques, Jeffrey N. Gordon, Colin Mayer, Jennifer Payne. 2016. *Principles of financial Regulation*. Oxford University Press.
- Avinah Dixit, Susan Skeath, David McAdams. 2021. *Games of strategy*. Norton and Company.
- Banerjee, Abhijit V., Esther Duflo and Rachel Glennerster. 2008. "Putting a band-aid on a corpse: Incentives for nurses in the Indian public health care system". *Journal of the European Economic Association* 6 (2-3): 487-500. <https://doi.org/10.1162/JEEA.2008.6.2-3.487>.
- Banerjee, Abhijit, Dean Karlan, and Jonathan Zinman. 2015. "Six randomized evaluations of microcredit: Introduction and further steps". *American Economic Journal: Applied Economics* 7(1): 1-21. <https://doi.org/10.1257/app.20140287>.
- Barnes, C. 2019. "The prize in economic sciences 2019". The Royal Swedish Academy of Sciences. <https://www.nobelprize.org/uploads/2019/10/popular-economicsciencesprize2019-2.pdf>.
- Bolton, P. and Mathias Dewatripont, M. 2004. *Contract theory*. MIT Press.
- Buscaglia, E. 2004. Judicial corruption in developing countries: Its causes and economic consequences. United Nations Office for Drug Control and Crime Prevention.
- Cartwright, Nancy and Eileen Munro. 2010. "The limitations of randomized controlled trials in predicting effectiveness". *Journal of Evaluation in Clinical Practice*, 16 (2): 260–66.
- Coase, R. 1960. "A problem of social cost". *Journal of Law and Economics*.
- Collier P. 2009. Rethinking finance for Africa's small firms. SME financing in Sub-Saharan Africa. Private Sector and Development.
- Collins D, Morduch J, Rutherford S. and Ruthven O. 2009. *Portfolios of the poor: How the world's poor live on \$2 a day*. Princeton University Press.

- Conning, J. and Udry, C. 2005. "Rural financial markets in developing countries". *The Handbook of Agricultural Economics*, Vol. 3.
- Consultative Group to Assist the Poor <https://www.cgap.org/sites/default/files/publications/2022_01_Focus_Note_2020_Funder_Survey.pdf (2022)>.
- Cowen, Nick, Baljinder Virk, Stella Mascarenhas-Keyes and Nancy Cartwright. 2017. "Randomized controlled trials: How can we know 'what works'?" *Critical Review*, 29 (3): 265–92. <https://doi.org/10.1080/08913811.2017.1395223>.
- Daryl Collins, Stuart Rutherford, Jonathan Morduch and Orlanda Ruthven. 2009. *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on 2\$ a Day*. Princeton University Press. <https://press.princeton.edu/books/paperback/9780691148199/portfolios-of-the-poor>.
- Deaton, A. 2016. "Measuring and understanding behavior, welfare, and poverty". *American Economic Review* 106 (6): 1221-43. <https://doi.org/10.1257/aer.106.6.1221>.
- Deaton, A. and Nancy Cartwright. 2018. "Understanding and misunderstanding randomized controlled trials". *Social Science and Medicine*. Randomized Controlled Trials, and Evidence-based Policy: A Multidisciplinary Dialogue, 210 (August): 2. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2017.12.005>.
- Dixit, A. 2009. "Governance institutions and economic activity". *American Economic Review*, Vol. 99, No. 1: 5–24.
- Douglas North. 1990. *Institutions, institutional change, and economic performance*. Cambridge University Press.
- Duflo, Esther, Rema Hanna and Stephen P. Ryan. 2012. "Incentives work: Getting teachers to come to school". *American Economic Review*, 102(4): 1241–78. <https://doi.org/10.1257/aer.102.4.1241>.
- Fafchamps, M. 2003. *Market Institutions in Sub-Saharan Africa*. MIT Press.
- FinAccess National Survey. 2013. Profiling developments in financial access and usage in Kenya. *Financial Sector Deepening Kenya* (blog). 15th October 2013. <https://www.fsdkenya.org/finaccess/finaccess-national-survey-2013-profiling-developments-in-financial-access-and-usage-in-kenya/>.
- Freedman, P.L. 2014. Designing loan guarantees to spur growth in developing countries. US Agency for International Development <http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadb245.pdf>.
- Garner, B.A. and H.C. Black. 2005. *Black's law dictionary*. St. Paul MN: Thompson/West.
- Gibbons, R. and Roberts, J. 2013. *The handbook of organizational economics*. Princeton: Princeton University Press.
- Glewwe, P., Michael Kremer and Sylvie Moulin. 2009. "Many children left behind? Textbooks and test scores in Kenya". *American Economic Journal: Applied Economics* 1(1): 112–35. <https://doi.org/10.1257/app.1.1.112>.
- Göran Hyden, Julius Court and Kenneth Mease. 2004. *Making sense of governance: Empirical evidence from sixteen developing countries*. Lynne Rienner Publishers.
- Granovetter, M. 1985. "Economic action, and social structure: The problem of embeddedness". *American Journal of Sociology*, Vol. 91, No. 3: 481–510.
- Greenacre, J., Louise Malady and Ross Buckley. 2014. "The regulation of mobile money in Malawi. UN Capital Development Fund - UNCDF. <https://www.uncdf.org/article/2545/the-regulation-of-mobile-money-in-malawi>.

- Grieve Chelwa and Sean Muller. 2019. The poverty of poor economics. <https://africasacountry.com/2019/10/the-poverty-of-poor-economics>.
- GSMA. 2015. Spotlight on rural supply: Critical factors to create successful mobile money Agents.
- GSMA. 2019. The mobile economy. <https://www.gsma.com/subsaharanafrica/resources/the-mobile-economy-sub-saharan-africa-2019>.
- Hyden, G. Julius Court and Kenneth Mease. 2004. *Making sense of governance: Empirical evidence from sixteen developing countries*. Lynne Rienner Publishers.
- Ian MacNeil. 1977. Contracts: Adjustment of long-term economic relations under classical, neoclassical and relational contract law. 72 Nw. U.L. Rev. 854 (1977–1978) 746 sq.
- Jennifer Frydrych and Hege Aschim. 2014. “Extending reach: Mobile money in rural areas”. USGA. https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2014/10/2014_DI_Extending-reach_Mobile-money-in-rural-areas.pdf.
- John Armour, Dan Awrey, Paul Davies, Luca Enriques, Jeffrey N. Gordon, Colin Mayer, Jennifer Payne. 2016. *Principles of financial regulation*. Oxford University Press.
- Kazeem, Y. 2017. “Internet speeds across Africa are still far below the global minimum standard”. *The Atlas*. <https://qz.com/africa/1052890/african-countries-have-the-slowest-internet-speeds-says-a-new-broadband-speed-report/>.
- Kiarie, N., Ian Odongo and Vera Bersudskaya. 2018. “Fitting the pieces of the liquidity management puzzle”. *Microsave*.
- Kimathi Githachuri, Mike McCaffrey, Leena Anthony, Annabel Lee, Marie van Swinderen, and Graham A.N. Wright. 2014. “Agent network accelerator survey: Uganda Country Report 2013”. Helix Institute of Digital Finance. http://www.helix-institute.com/sites/default/files/Publications/Agent%20Network%20Accelerator_Uganda%20Country%20Report%202013.pdf.
- Klein, Michael and Colin Mayer. 2011. Mobile banking and financial inclusion: The regulatory lessons. Policy Research Working Papers. World Bank. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-5664>.
- Maskin, Eric. 2019. “Introduction to mechanism design and implementation”. *Transnational Corporations Review*.
- Ménard, C. and Shirley M. 2014. *Institutions, property rights, and economic growth: The legacy of Douglass North*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Ménard C. and Shirley M. 2022. *Advanced Introduction to New Institutional Economics*.
- Moussa P. Blimpo, Robin Harding and Leonard Wantchekon. 2012. Public investment in rural infrastructure: Some political economy considerations. <https://scholar.princeton.edu/lwantche/files/BlimpoHardingWantchekon042013.pdf>.
- Muller, S.M., Grieve Chelwa and Nimi Hoffmann. 2019. How randomized trials became big in development economics. <https://theconversation.com/how-randomised-trials-became-big-in-development-economics-128398>.
- Ostrom, E. 1990. *Governing the commons*. Cambridge University Press.
- Ricardo Hausmann, Dani Rodrik and Andres Velasco. 2008. “Growth diagnostics”. In *The Washington consensus reconsidered: Towards a new global governance*, 324–55. Oxford University Press.

- Rodrik, H. and Velasco. 2010. “Diagnostics before prescription”. *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 24, No. 3: 33–44.
- Rosenthal, J. 2017. “The leapfrog model: What technology can do for Africa”. *The Economist*.
- Rosenzweig, M.R. 1988. “Risk, implicit contracts and the family in rural areas of low-income countries”. *The Economic Journal*, Vol. 98 (393).
- Unnikrishnan, S. Jim Larson, Boriwat Pinpradab and Rachel Brown. 2019. How mobile money agents can expand financial inclusion. <<https://www.bcg.com/publications/2019/how-mobile-money-agents-can-expand-financial-inclusion>>.
- Yasmina, M. McCarty and Gerald Rasugu. n.d. Designing and delivering agent training for mobile money. GSMA. https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2012/10/MMU_Agent-Training.pdf.
- Yomi Kazeem. 2017. “Internet speeds across Africa are still far below the global minimum standard”. The Atlas. <<https://qz.com/africa/1052890/african-countries-have-the-slowest-internet-speeds-says-a-new-broadband-speed-report/>>.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@aercafrica.org